

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1973 Nr. 14

A. TITEL

*Europees Vestigingsverdrag, met Protocol;
Parijs, 13 december 1955.*

B. TEKST

De tekst van Verdrag en Protocol is geplaatst in *Trb.* 1957, 20.
Zie voor de ondertekeningen ook *Trb.* 1970, 56 en *Trb.* 1972, 27.

C. VERTALING

Zie *Trb.* 1957, 20.

D. GOEDKEURING

Zie *Trb.* 1970, 56.

E. BEKRACHTIGING

Zie *Trb.* 1970, 56 en *Trb.* 1972, 27. ¹⁾

¹⁾ Op blz. 25 van *Trb.* 1972, 27, dient in de laatste kolom van punt 4 te worden gelezen: Restriction may be waived.

De in *Trb.* 1970, 56 afgedrukte lijsten met voorbehouden van de Bondsrepubliek Duitsland en België zijn vervangen door de hierna afgedrukte lijsten:

DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND

Lijst van voorbehouden met betrekking tot de artikelen 6 en 14

„ARTICLE 6

Biens dont l'acquisition, la possession ou la jouissance sont soumises à des réglementations spéciales

Catégories de droits et indication des dispositions réglementaires et administratives en vigueur	Portée de la restriction
(1) Acquisition de biens immobiliers. Art. 15 de la loi du 17 juillet 1899 du Land de Hesse portant application du Code civil.	Une autorisation spéciale est requise pour autant que la réciprocité n'est pas garantie. Cette restriction ne vaut que pour le district de Rheinhessen dans le Land de Rhénanie-Palatinat.
(2) Utilisation de navires. Art. 1, 2, 10 et 11 de la loi du 8 février 1951 sur le droit de pavillon.	Le droit de battre pavillon de la République Fédérale d'Allemagne est lié, par principe, à la condition que le propriétaire possède la nationalité allemande. Des dérogations sont possibles dans des cas particuliers.
(3) Utilisation d'aéronefs; par. 1 et 7 de l'art. 2 et art. 3 de la Loi sur le trafic aérien dans le texte du 22 octobre 1965, modifié par la Loi du 16 mai 1968; art. 14 du Règlement du 19 juin 1964 sur l'admission d'aéronefs.	<p>(a) L'inscription sur la liste des aéronefs prescrite pour les aéronefs allemands est, de principe, subordonnée à la condition que le propriétaire possède la nationalité allemande. Des dérogations sont possibles.</p> <p>(b) Les aéronefs qui ne sont pas enregistrés et admis dans la République Fédérale d'Allemagne ne peuvent pénétrer en République Fédérale d'Allemagne ou y être introduits de toute autre façon, pour y participer au trafic, que s'ils possèdent une autorisation spéciale.</p>

ARTICLE 14

Restrictions concernant l'exercice de certaines activités

Catégorie professionnelle et indication des dispositions réglementaires et administratives en vigueur	Portée de la restriction	Déroghations possibles
(1) Notaire; Art. 5 du statut des notaires en date du 24 février 1961.	Les étrangers ne peuvent être nommés notaires.	
(2) Agent en brevets; <i>Art. 14, par. 1, n°. 12; par. 2 du Règlement du 7 Septembre 1966 sur les agents en brevets.</i>	L'activité est, par principe, réservée aux ressortissants allemands.	Des dérogations peuvent être admises dans des cas particuliers.
(3) Vérificateur aux comptes; Art. 10 du statut des vérificateurs aux comptes en date du 24 juillet 1961.	L'admission à l'examen spécial prévu par la loi peut être refusée aux étrangers.	
(4) Conseiller fiscal et expert fiscal; Art. 7 de la loi du 16 août 1961 sur les conseillers fiscaux.	L'admission à l'examen spécial prévu par la loi peut être refusée aux étrangers.	
(5) Médecin; Art. 3 et 10 du statut des médecins dans la version du 4 février 1970.	Pour exercer la profession de médecin, il faut d'abord être nommé médecin. Cette nomination n'est accordée qu'aux nationaux.	Une autorisation révocable et limitée dans le temps peut être accordée aux étrangers en vue de l'exercice temporaire de la profession de médecin. Elle peut se limiter à certaines activités. Dans des cas particuliers, des étrangers peuvent être nommés médecins.

Catégorie professionnelle et indication des dispositions réglementaires et administratives en vigueur	Portée de la restriction	Déroptions possibles
(6) Dentiste; Art. 2, 8 à 10 et 13 de la loi du 31 mars 1952 sur l'exercice de la chirurgie dentaire.	Pour pratiquer la chirurgie dentaire, il faut être nommé dentiste ou médecin; cette nomination n'est accordée qu'aux nationaux.	Une autorisation révocable de pratiquer la chirurgie dentaire ou, dans des cas particuliers, la nomination peut être accordée à des étrangers ayant subi les examens de dentiste.
(7) Médecin-vétérinaire; Art. 2, 4, 11 du Règlement fédéral sur les médecins-vétérinaires en date du 17 mai 1965; art. 51 du Règlement du 23 mars 1967 sur la nomination des médecins-vétérinaires.	L'exercice de la profession de médecin-vétérinaire présuppose une nomination qui, par principe, n'est accordée qu'à des ressortissants allemands.	Les étrangers possédant un diplôme de fin d'études pour la profession de médecin-vétérinaire, peuvent bénéficier, à titre temporaire, révocable, et pour une durée maximum de 4 ans, d'une autorisation d'exercer la profession de médecin-vétérinaire, autorisation qui peut être limitée à des activités déterminées. Dans des cas particuliers, une nomination peut être accordée à des étrangers.
(8) Guérisseur; Art. 1 al. 1 de la loi du 17 février 1939 sur l'exercice sans diplôme de la profession de guérisseur; Art. 2 du premier Règlement d'application de cette loi en date du 18 février 1939.	L'autorisation requise n'est accordée qu'aux seuls ressortissants allemands.	

Catégorie professionnelle et indication des dispositions réglementaires et administratives en vigueur	Portée de la restriction	Dérogations possibles
<p>(9) Pharmacien; Art. 2 et 3 du Règlement du Reich sur les pharmaciens en date du 18 avril 1937; Art. 2 du Règlement du 8 octobre 1937 sur la nomination des pharmaciens; Art. 2 du 2e Règlement portant application du Règlement du Reich sur les pharmaciens en date du 26 mai 1942; Art. 2 de la Loi du 20 août 1960 sur la pharmacie.</p>	<p>(a) L'activité de pharmacien présuppose une nomination qui, par principe, n'est accordée qu'à des ressortissants allemands. (b) L'autorisation requise pour exploiter une pharmacie n'est délivrée qu'aux ressortissants allemands.</p>	<p>Les étrangers peuvent bénéficier d'une autorisation révocable pour exercer l'activité de pharmacien non indépendant ou dans tel ou tel cas particulier.</p>
<p>(10) Directeurs et enseignants des écoles privées et des établissements privés d'éducation et activité comme professeur et éducateur privés; Ordonnance du Cabinet du Royaume de Prusse en date du 10 juin 1834, arrêté ministériel du 31 décembre 1839 et arrêtés d'application du 15 février 1908, 1er mai 1917 et 2 mai 1925.</p>	<p>Dans certains Länder de la République Fédérale d'Allemagne, l'autorisation ne peut être délivrée aux étrangers qu'a titre exceptionnel ou avec l'accord préalable du ministère compétent.</p>	
<p>(11) Prêtre de l'église catholique; Art. 14 du Concordat entre le Saint-Siège et le Reich en date du 20 juillet 1933; Art. 9 et 10 du Concordat entre le Saint-Siège et l'Etat libre de Prusse en date du 14 juin 1929; Art. 13, par. 1 du Concordat entre le Saint-Siège et l'Etat de Bavière en date du 29 mars 1924; Art. VII et VIII du Concordat entre le Saint-Siège et l'Etat libre de Bade en date du 12 octobre 1932;</p>	<p>Les prêtres catholiques qui exercent en République Fédérale d'Allemagne des fonctions ecclésiastiques ou une activité d'aumônier ou d'enseignant doivent avoir la nationalité allemande.</p>	<p>Il peut être dérogé à la condition de la nationalité allemande avec l'accord des autorités religieuses et publiques.</p>

Catégorie professionnelle et indication des dispositions réglementaires et administratives en vigueur	Portée de la restriction	Déroghations possibles
Art. 3, par. 1 du Concordat entre le Saint-Siège et le Land de Basse-Saxe en date du 26 février 1965.	Le président et les membres d'une institution appartenant à la direction de l'église ou d'une institution de l'administration supérieure d'une église, le directeur et les professeurs des établissements assurant la formation pratique des pasteurs, les pasteurs et les pasteurs-adjoints doivent avoir la nationalité allemande.	Une dérogation peut être accordée avec l'accord des autorités religieuses et publiques.
(12) Pasteur ou fonctionnaire d'une église évangélique. Art. 8 et 9 de l'Accord conclu entre l'Etat libre de Prusse et les Eglises évangéliques en date du 11 mai 1931; Art. 26 et 28 de l'Accord du 15 novembre 1924 entre l'Etat de Bavière et l'Eglise évangélique et luthérienne dans la partie de la Bavière située sur la rive droite du Rhin; Art. 10 et 11 de l'Accord du 18 février 1960 entre le Land de Hesse et les Eglises évangéliques de Basse-Saxe; Art. 11 et 12 de l'Accord du 31 mars 1962 entre le Land de Rhénanie-Palatinat et les Eglises évangéliques de Rhénanie-Palatinat; Art. 10 de l'Accord du 23 avril 1957 entre le Land de Schleswig-Holstein et les Eglises évangéliques de Schleswig-Holstein.	L'activité est réservée aux ressortissants allemands.	
(13) Ingénieur-arpenteur nommé par l'autorité publique; Art. 2, par. 3, n° 1 du statut des ingénieurs-arpenteurs nommés par l'autorité publique en date du 20 janvier 1938 et dispositions légales de Land plus récentes.		

Catégorie professionnelle et indication des dispositions réglementaires et administratives en vigueur	Portée de la restriction	Dérogations possibles
(14) Ingénieur-contrôleur de la statique des constructions; Art. 2, par. 2 de l'Ordonnance du 22 août 1942 sur le contrôle de la statique des constructions soumises à autorisation et n° 28 des dispositions d'application du 7 septembre 1942, ainsi que les dispositions de Land plus récentes.	L'activité est réservée aux ressortissants allemands.	Dans certains Länder la restriction est abolie.
(15) Bookmaker; Art. 2 al. 1 de la loi sur les paris aux courses et les loteries en date du 8 avril 1922.	L'autorisation requise est délivrée aux seuls ressortissants allemands.	
(16) Maître-ramoneur de district; Art. 11, n° 1 et 23 par. 1, n° 1 de l'Ordonnance sur les ramoneurs dans le texte du 12 novembre 1964.	Seuls les ressortissants allemands se voient attribuer un district de ramonage.	
(17) Agent d'émigration; Art. 13 de la loi du 9 juin 1897 sur l'émigration.	L'autorisation requise est délivrée aux seuls ressortissants allemands.	
(18) Entreprise pour le transport des émigrants; Art. 3 et 4 de la loi du 9 juin 1897 sur l'émigration.	Par principe, l'autorisation requise est délivrée aux seuls ressortissants allemands.	L'autorisation est accordée aux étrangers s'ils ont nommé comme fondé de pouvoir un Allemand établi en Allemagne et s'ils se sont soumis au droit allemand et à la juridiction allemande.

Catégorie professionnelle et indication des dispositions réglementaires et administratives en vigueur	Portée de la restriction	Dérogations possibles
<p>(19) Professions ambulantes (y compris les voyageurs de commerce) Art. 55 d du Code des professions dans le texte du 5 février 1960; Ordonnance du 30 novembre 1960 sur l'exercice des professions ambulantes par les étrangers dans le texte de l'Ordonnance du 3 août 1965.</p>	<p>Le permis d'exercer une profession ambulante peut être refusé aux étrangers lorsqu'il n'y a pas nécessité de voir exercer la profession en question; la validité territoriale du permis est limitée et sa durée est moindre que pour les ressortissants allemands.</p>	<p>On peut renoncer à l'examen de la nécessité et à la réduction de la durée de validité du permis pour les étrangers qui sont domiciliés en permanence dans le pays depuis au moins cinq ans. En outre suppression de l'examen de la nécessité et pas de restriction dans le temps et l'espace pour les étrangers qui possèdent une autorisation de séjour illimitée dans le temps et l'espace et qui visitent d'autres personnes dans le cadre de leur activité commerciale ou qui ont leur domicile permanent dans le pays depuis dix ans au moins. En cas de réciprocité, il suffit pour les étrangers d'être en possession d'une carte professionnelle internationale pour être autorisés à visiter des entreprises commerciales.</p>
<p>(20) Supprimé.</p>		
<p>(21) Commerce de détail de métaux non précieux; Art. 2 al. 2 de la loi du 23 juillet 1926 sur la circulation des métaux non précieux.</p>	<p>L'autorisation requise peut être refusée aux étrangers lorsque la nécessité n'est pas prouvée.</p>	

Catégorie professionnelle et indication des dispositions réglementaires et administratives en vigueur	Portée de la restriction	Déroghations possibles
(22) Production industrielle, traitement et entretien d'armes à feu et de munitions et commerce d'armes à feu et de munitions. Art. 5 et par. 3 de l'art. 6 de la Loi fédérale du 14 juin 1968 sur les armes.	L'autorisation peut être refusée si le requérant ne possède pas la nationalité allemande.	
(23) Production, mise en circulation et transport d'armes de guerre; Art. 2, 3 et 6 de la loi du 20 avril 1961 sur le contrôle des armes de guerre.	L'autorisation requise peut être refusée aux étrangers.	
(24) Explosifs; Fabrication, mise en vente, importation et détention de matières explosives; Art. 1 et 2 de la Loi du 9 juin 1884 contre l'usage criminel et représentant un danger public des matières explosives, ainsi que diverses dispositions législatives de Land.	Dans certains Länder de la République fédérale, les étrangers peuvent se voir refuser l'autorisation nécessaire si la preuve d'une nécessité ne peut être apportée et, dans d'autres Länder si le requérant n'a pas depuis au moins trois ans son domicile dans le territoire de la République Fédérale d'Allemagne.	
(25) Commandants et officiers de la marine sur des bâtiments battant pavillon allemand; Art. 15 du Règlement du 19 août 1970 sur l'équipement des navires en capitaines et en officiers et leur formation.	La licence nécessaire n'est délivrée qu'aux seuls ressortissants allemands.	Possibilité de déroghation.

Catégorie professionnelle et indication des dispositions réglementaires et administratives en vigueur	Portée de la restriction	Déroptions possibles
(26) Pilotage de navires; Art. 10 al. 2 de la loi du 13 octobre 1954 sur le pilotage de navires.	Seuls des ressortissants allemands peuvent être nommés.	
(27) Radio-télégraphiste sur des navires de la marine allemande; Art. 2 al. 8 du règlement du 9 septembre 1955 sur la sécurité de la radio-télégraphie; par. 8 des conditions à remplir pour obtenir l'autorisation d'entretenir un poste de télégraphie sur un navire; Art. 2 et 10 du Règlement du 30 mars 1971 relatif à l'obtention de certificats de qualification de radio-télégraphiste en mer (BGBl p. 289).	Par principe, cette activité ne peut être exercée que par des ressortissants allemands.	Possibilité de dérogation.
(28) Organes auxiliaires de l'Institut hydrographique allemand pour le réglage des compas magnétiques (n° 2 du par. 1 et par. 2 de l'art. 4 de la Loi du 24 mai 1965 sur les tâches de la Fédération dans le domaine de la navigation maritime J. O. de la R.F.A. II, p. 833).	L'admission à cette activité présuppose que l'intéressé a réussi le grand examen pour le maniement des compas. Peut seul passer l'examen quiconque possède le certificat d'aptitude aux fonctions de capitaine au long cours (A6).	Des étrangers ne seront employés par l'Institut hydrographique allemand qu'à l'étranger en tant qu'organes auxiliaires.
(29) Cabotage (transport contre paiement, par voie maritime, entre deux localités de la République Fédérale d'Allemagne);	Le cabotage est réservé aux bateaux battant pavillon fédéral ou aux bateaux de la navigation	Dans des cas exceptionnels, un transport par bâtiment maritime battant pavillon étranger

Catégorie professionnelle et indication des dispositions réglementaires et administratives en vigueur	Portée de la restriction	Dérogations possibles
<p>Art. 2 de la Loi du 26 juillet 1957 sur le cabotage et Art. 1 et 2 de la Loi du 8 février 1951 sur le droit de pavillon.</p>	<p>intérieure qui sont immatriculés dans un registre de la République fédérale et qui possèdent les certificats prescrits pour la navigation maritime.</p>	<p>est possible avec autorisation spéciale.</p>
<p>(30) Exercice de la pêche; Art. 4, par. 4 du Premier règlement fixant les modalités d'application et complétant les dispositions de la loi du 21 avril 1939 sur le permis de pêche; Art. 46 al. 1, par. 8 de la loi du 11 novembre 1950 du Land de Hesse sur la pêche; Art. 6 al. 1, par. 4 de la loi du Land de Rhénanie-Palatinat en date du 6 juillet 1961 sur la pêche.</p>	<p>Le permis de pêche peut être refusé aux étrangers.</p>	
<p>(31) Transport professionnel de personnes ou de marchandises par aéronefs; Utilisation professionnelle d'aéronefs à d'autres fins; par. 1 de l'art. 3 et art. 20 et 21 de la Loi sur le trafic aérien dans le texte du 22 octobre 1965, modifié par la Loi du 16 mai 1968; par. 2 de l'art. 14 du Règlement du 19 juin 1964 sur l'admission d'aéronefs.</p>	<p>L'autorisation nécessaire pour les entreprises de navigation aérienne et services réguliers peut être refusée si des avions qui ne sont pas inscrits sur la liste des aéronefs allemands ou qui ne sont pas propriété exclusive du requérant doivent être utilisés. L'inscription sur la liste des aéronefs est subordonnée, de principe, à la condition que le</p>	

Catégorie professionnelle et indication des dispositions réglementaires et administratives en vigueur	Portée de la restriction	Dérogations possibles
(32) Transport professionnel de personnes ou de marchandises par aéronefs à l'intérieur du pays; Art. 23 de la Loi sur le trafic aérien dans le texte du 22 octobre 1965, modifié par la Loi du 16 mai 1968.	<p>propriétaire possède la nationalité allemande; des dérogations sont possibles.</p> <p>Le transport peut être réservé à des entreprises allemandes de navigation aérienne.</p>	
(33) Activité salariée; Art. 43 de la Loi sur le placement des travailleurs et l'assurance-chômage dans le texte du 3 août 1957, modifié en dernier lieu par la Loi portant amendement de la Loi du Reich sur les travailleurs des mines et de la Loi sur le placement des travailleurs et sur l'assurance-chômage en date du 10 août 1966; 9e Ordonnance portant application de cette Loi (autorisation de travail pour salariés non allemands) en date du 20 novembre 1959.	Pour exercer une activité salariée, les étrangers doivent avoir une autorisation (autorisation de travail).	Certaines activités ne sont pas soumises à cette obligation."

DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND

“ARTICLE 6

Property, the acquisition, possession or use of which is subject to regulations

Category of laws and reference to the relevant legislation	Nature of restriction
(1) Acquisition of real estate; Article 15 of the Hessian Law to implement the Civil Code, dated 17 July 1899.	A special authorisation is necessary where there is no assurance of reciprocity. This restriction applies only in the district of Rheinhessen in <i>Land</i> Rhineland-Palatinate.
(2) Use of sea-going vessels; Articles 1, 2, 10 and 11 of the Law of 8 February 1951, governing ships' flags.	To have the right to fly the Federal flag the owner must, in principle, be a German national. Exceptions may be made on special conditions.
(3) Use of aircraft; Article 2, paras. 1 and 7, and Article 3 of the Air Traffic Law as amended on 22 October 1965 and further amended by the Law of 16 May 1968; Article 14 of the Regulations of 19 June 1964, relating to the registration of aircraft.	(a) German aircraft must, by law, be entered in the Aircraft Register; the owner must, in principle, be a German national. Exceptions may be made. (b) Aircraft which are not registered in the Federal Republic of Germany may not fly into the Federal Republic of Germany or be brought there in any other manner to engage in air traffic over Germany unless a special authorisation has been granted.

ARTICLE 14

Restrictions in respect of the exercise of certain occupations

Professional category and reference to the relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
(1) Notary; Article 5 of the Federal Order of 24 February 1961, relating to notaries.	Aliens are not eligible.	
(2) Patent lawyer; Article 14 para. 1 No. 12; para. 2 of the Order of 7 September 1966 relating to patent lawyers.	Reserved in principle for German nationals.	Exceptions may be made in special cases.
(3) Economic inspector; Article 10 of the Order of 24 July 1961, relating to economic inspectors.	Aliens may be refused admission to the professional examination prescribed by law.	
(4) Tax adviser (<i>Steuerberater</i> and <i>Steuerbevollmächtigter</i>); Article 7 of the Law of 16 August 1961, relating to tax advisers.	Aliens may be refused admission to the professional examination prescribed by law.	
(5) Doctor; Articles 3 and 10 of the Federal Order relating to doctors in the version of 4 February 1970.	Persons wishing to practise medicine must first be appointed as doctors; in principle, such appointment is reserved to German nationals.	Aliens may be granted a revocable and limited authorisation to practise temporarily as doctors; such authorisation may be restricted to certain activities. In special cases aliens may be appointed as doctors.

Professional category and reference to the relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
(6) Dentist; Articles 2, 8, 9, 10 and 13 of the Law of 31st March 1952, relating to dentistry.	Persons wishing to practise dentistry must first be appointed as dentists or as doctors; in principle, such appointment is reserved to German nationals.	Aliens who are qualified dentists may be granted a revocable authorisation to practise dentistry or may be appointed in special cases.
(7) Veterinary surgeon; Articles 2, 4 and 11 of the Federal Order of 17th May 1965 relating to veterinary surgeons; Article 51 of the Order of 23rd March 1967 relating to the appointment of veterinary surgeons.	Persons wishing to practise as veterinary surgeons must first be appointed as veterinary surgeons; in principle, such appointment is reserved to German nationals.	Aliens who have a certificate to show that they are fully qualified as veterinary surgeons may temporarily, for a period of not more than four years, be granted a revocable authorisation to practise which may also be specifically restricted as regards scope of activity. In special cases, a certificate of appointment may be issued to aliens.
(8) Healer; Article 1, para. 1 of the Law of 17th February 1939, on the unlicensed professional practice of healing; Article 2 of the First Decree of 18th February 1939, implementing that Law.	Aliens are not eligible.	
(9) Pharmacist; Articles 2 and 3 of the <i>Reich</i> Order of 18th April 1937, relating to pharmacists;	(a) Persons wishing to practise as pharmacists must first be appointed as pharmacists; such appointment is, in prin-	Aliens may be granted a revocable authorisation to practise as salaried pharmacists or may be appointed in special cases.

Professional category and reference to the relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
---	-----------------------	---------------------

Article 2 of the Order of 8th October 1937 relating to the appointment of pharmacists;
 Article 2 of the 2nd Decree of 26th May 1942 implementing the *Reich* Order relating to pharmacists;
 Article 2 of the Law of 20th August 1960 concerning pharmacy.

ciple, reserved to German nationals.

(b) Aliens may not be granted an authorisation to run a pharmacy.

(10) Headmaster or teacher at private schools and private educational establishments, as well as private teachers and instructors;
 Prussian Cabinet Order of 10th June 1834;
 State Ministerial Instruction of 31st December 1839 as well as the implementing instructions of 15th February 1908, 1st May 1917 and 2nd May 1925.

In some of the *Laender* authorisations may be granted to aliens only in exceptional cases or after prior approval has been given by the competent Ministry.

(11) Clergy of the Catholic Church;
 Article 14 of the Concordat of 20th July 1933 between the Holy See and the German *Reich*;
 Articles 9 and 10 of the Concordat of 14th June 1929 between the Holy See and the Free State of Prussia;
 Article 13, para. 1, of the Concordat of 29th March 1924 between the Holy See and the State of Bavaria;
 Articles VII and VIII of the Concordat of 12th October 1932 between the Holy See and the

Catholic clergy who hold a clerical office in the Federal Republic of Germany or exercise pastoral or teaching duties must be German nationals.

The requirement of German nationality may be dispensed with if the Church and the State agree.

Professional category and reference to the relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<p>Free State of Baden; Article 3 para. 1 of the Concordat of 26th February 1965 between the Holy See and <i>Land</i> Lower Saxony.</p> <p>(12) Clergy or officials of the Evangelical Churches within the <i>Laender</i>; Articles 8 and 9 of the Agreement of 11th May 1931 between the Free State of Prussia and the Prussian Evangelical Churches; Articles 26 and 28 of the Agreement of 15th November 1924 between the State of Bavaria and the Lutheran Church in Bavaria on the right bank of the Rhine; Articles 10 and 11 of the Agreement of 18th February 1960 between <i>Land</i> Hesse and the Evangelical Churches in Hesse; Articles 8 and 9 of the Agreement of 19th March 1955 between <i>Land</i> Lower Saxony and the Evangelical Churches in Lower Saxony; Articles 11 and 12 of the Agreement of 31st March 1962 between <i>Land</i> Rhineland-Palatinate and the Evangelical Churches in Rhineland-Palatinate; Article 10 of the Agreement of 23rd April 1957 between <i>Land</i> Schleswig-Holstein and the Evangelical Churches in Schleswig-Holstein.</p>	<p>Appointment as president or member of a church authority or of a superior church administrative authority, as head or teacher at an institution for the training of clergy, or as parson or curate, is reserved to German nationals.</p>	<p>The requirement of German nationality may be dispensed with if the Church and the State agree.</p>
<p>(13) State-appointed surveying engineer; Article 2, para. 3, No. 1 of the Order of 20th</p>	<p>Reserved for German nationals.</p>	

Professional category and reference to the relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
January 1938, relating to State-appointed surveying engineers and more recent <i>Laender</i> legislation relating to occupations.		
(14) Testing engineer for structural statics; Article 2, para. 2 of the Decree of 22nd August 1942, relating to the static testing of building-projects subject to approval, and No. 28 of the regulations of 7th September 1942 implementing that Decree as well as more recent <i>Laender</i> regulations.	Reserved for German nationals.	Restriction rescinded in some Federal <i>Laender</i> .
(15) Bookmaker; Article 2, para. 1 of the Law on racecourse betting and lotteries of 8th April 1922.	The necessary authorisation is granted to German nationals only.	
(16) District master chimney sweep; Articles 11, No. 1, and 23, para. 1, No. 1 of the Decree relating to chimney sweeps as amended on 12th November 1964.	Aliens are not granted a chimney sweeping district.	
(17) Emigration agent; Article 13 of the Law on Emigration of 9th June 1897.	The necessary authorisation is, in principle, granted to German nationals only.	
(18) Enterprise for the transport of emigrants; Articles 3 and 4 of the Law on Emigration of 9th June 1897.	The necessary authorisation is, in principle, granted to German nationals only.	Authorisation is granted to aliens where they have appointed as general representative a German resident in the Federal Republic and have agreed to be

Professional category and reference to the relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<p>(19) Itinerant trades (including commercial travellers); Article 55 d of the Trading and Industrial Code as amended on 5th February 1960, Decree of 30th November 1960 regarding the practice of itinerant trades by aliens as amended in the Decree of 3rd August 1965.</p>	<p>Itinerant traders' licences may be refused to aliens where there is no demand for such a trade; the area for which such licences are granted is restricted and the period of validity is shorter than in the case of German nationals.</p>	<p>bound by German law and jurisdiction.</p> <p>The check as to whether there is a demand for such a trade, and the reduction of the period of validity of the traders' licence may be dispensed with where aliens have been domiciled in the Federal Republic for at least five years. In addition, there is no check as to demand and no licence restriction as to period of validity or area for aliens who hold a residence permit unrestricted as to duration and area and who for at least ten years have been calling on persons in a business capacity in the Federal Republic of Germany or been permanently resident there for at least ten years.</p> <p>Subject to reciprocity, the international industrial identity card is adequate authority to seek business.</p>

Professional category and reference to the relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
---	-----------------------	---------------------

(20) Deleted.

(21) Retail trade in base metals;
Article 2, para. 2 of the Law on traffic in base metals, dated 2 July 1926.

The necessary authorisation may be refused to aliens if the demand for such a trade is not proved.

(22) Commercial manufacture, treatment and repairing of firearms and ammunition as well as trade in firearms and ammunition;
Article 5 and Article 6, para. 3, of the Federal Weapons Law of 14 June 1968.

The necessary authorisation may be refused if the applicant is not a German national.

(23) Manufacture issue and transport of military weapons;
Articles 2, 3 and 6 of the Law of 20 April 1961 on the control of military weapons.

The necessary authorisation may be refused to aliens.

(24) Explosives; manufacture, sale, import and possession of explosives;
Articles 1 and 2 of the Law of 9 June 1884 against the criminal and dangerous use of explosives, as well as various *Laender* regulations.

In some *Laender* of the Federal Republic of Germany the necessary authorisation may be refused to aliens if the demand for such a trade has not been proved, and in other *Laender* if the applicant has not been domiciled in the Federal Republic for at least three years.

Professional category and reference to the relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
(25) Captains and ships' officers on vessels under German flag; Article 15 of the regulations of 19 August 1970 relating to the manning of ships with captains and officers and their training (BGBl I p. 1253).	The necessary certificate of competency is, in principle, granted to German nationals only.	Exceptions may be made.
(26) Ships' pilot; Article 10, para. 2 of the Law of 13 October 1954, relating to ships' pilots.	Aliens are not eligible.	
(27) Wireless operators on German vessels; Article 2, para. 8 of the regulations of 9 September 1955 relating to radio security; para. 8 of the conditions for licensing of marine radio stations; Article 2 and 10 of the regulations of 30 March 1971 relating to the acquisition of qualifying certificates for marine wireless operators (BGBl p. 289).	In principle only German nationals are eligible.	Exceptions may be made.
(28) Auxiliary personnel of the German Hydrographical Institute for the adjustment of magnetic compasses (Article 4, para. 1, No. 2, and para. 2 of the Law on the Functions of the Federation in the Field of Navigation, dated 24 May 1965, Federal Law Gazette II, p. 833).	Candidates must pass the final examination in compass adjustment which is open only to holders of the captain's qualifying certificate (A6) for ocean voyages.	The German Hydrographical Institute employs aliens as auxiliary personnel only abroad.
(29) Coastal traffic (transport by sea against payment from place to place in the Federal Republic);	Only ships which operate under the Federal flag or inland	In exceptional cases a special authorisation is granted for

Professional category and reference to the relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<p>Article 2 of the Law concerning Coastal Traffic of 26 July 1957, and Articles 1 and 2 of the Law of 8 February 1951 relating to Ships' Flags.</p>	<p>waterway vessels entered in a Ships' Register of the Federal Republic and possessing the prescribed certificates for ocean voyages may engage in coastal traffic.</p>	<p>transport by vessels under foreign flag.</p>
<p>(30) Fishing; Article 4, para. 4 of the First Decree of 21 April 1939 to implement and supplement the Law relating to fishing licences; Article 46, para. 1, No. 8 of the Fisheries Law of <i>Land</i> Hesse, dated 11 November 1950; Article 46, para. 1, No. 4 of the Law of <i>Land</i> Rhineland-Palatinate relating to fishing licences, dated 6 July 1961.</p>	<p>Fishing licences may be refused to aliens.</p>	
<p>(31) Commercial transportation of persons and goods by aircraft; commercial use of aircraft for other purposes; Article 3, para. 1, and Articles 20 and 21 of the Air Traffic Law as amended on 22 October 1965 and further amended by the Law of 16 May 1968; Article 14, para. 2, of the regulations of 19 June 1964 on the registration of aircraft.</p>	<p>The necessary authorisation may be refused to aircraft firms and airlines if aircraft are to be used which have not been entered in the German Aircraft Register or are not the exclusive property of the applicant. In principle, only German nationals are eligible to be entered in the Aircraft Register; exceptions may be made.</p>	

Professional category and reference to the relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
(32) Commercial transportation of persons and goods by aircraft within the Federal Republic of Germany; Article 23 of the Air Traffic Law as amended on 22 October 1965 and further amended by the Law of 16 May 1968.	Transportation may be restricted to German aircraft firms.	
(33) Occupation as employee; Article 43 of the Law on Employment Procurement and Unemployment Insurance as amended on 3 April 1957, and last amended by the Law amending the Reich Miners' Insurance Law and the Law on Employment Procurement and Unemployment Insurance of 10 August 1966; 9th Decree of 20 November 1959 implementing that Law (labour permits for non-German employees).	Aliens require a permit (labour permit) to engage in an occupation in the capacity of employee.	Certain kinds of occupation are not subject to the permit obligation.”.

Lijst van voorbehouden met betrekking tot de artikelen 6, 13 en 14

BELGIË

„ARTICLE 6

Restrictions concernant les biens réservés

14

24

Catégorie de droits et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Dérogations
- Acquisition du pavillon belge sur les navires – Loi du 20 septembre 1903 sur les lettres de mer abrogée et remplacée par la Loi du 13 avril 1965 sur les lettres de mer – Loi du 2 avril 1965 relative à la nationalité des navires de mer et l'immatriculation des navires de mer et des bateaux d'intérieur – Arrêté royal du 15 mars 1966 relatif aux lettres de pavillon et à l'équipement des bateaux de plaisance.	Le navire doit appartenir pour plus de la moitié: 1) à des Belges qui ont en Belgique leur domicile et leur résidence habituelle; 2) à des sociétés commerciales ayant leur principal établissement en Belgique	Dérogação peut être accordée à des étrangers qui ont leur résidence habituelle et effective en Belgique depuis au moins un an.
- Acquisition de navires (Arrêté royal du 14 octobre 1937 relatif à la conservation et au développement de l'outillage naval de la Nation, modifié par l'Arrêté royal du 10 mai 1940 relatif à l'achat et à la vente de navires ainsi qu'à leur affrètement.	Sont interdits: 1) toute cession volontaire ou forcée, à titre onéreux ou gratuit, faite directement à des étrangers, de navires ou bâtiments de pêche et autres bâtiments de mer appartenant à des Belges 2) l'affrètement ou toute autre cession de la jouissance, à des étrangers, des navires ou bâtiments définis sub (1).	Dérogação possible moyennant autorisation du Ministre chargé de l'Administration de la Marine.

ARTICLE 13

Restrictions se rapportant aux fonctions publiques et aux activités concernant la sécurité et la défense nationales

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Déroptions possibles
<ul style="list-style-type: none"> - Emplois civils et militaires (Article 6 – alinéa 2 de la Constitution Belge du 7 févr. 1831). 		Exceptions peuvent être établies par une loi pour des cas particuliers.
<ul style="list-style-type: none"> - La fonction publique dans les Administrations de l'Etat. (Arrêté Royal du 2 oct. 1937 portant le statut des agents de l'Etat et les Arrêtés du Régent du 30 avril 1947 et du 10 avril 1948, concernant le statut des agents temporaires) <ul style="list-style-type: none"> - MB. 8 oct. 1937 - MB. 15 mai 1947 — - MB. 19-20 avril 1948 	Restriction totale.	
<ul style="list-style-type: none"> - Les agents des administrations provinciales et communales. les personnes agissant comme auxiliaires des fonctionnaires publics proprement dits, les agents des organismes appelés généralement para-étatiques (Art. 6 – alinéa 2 de la Constitution Belge du 7 févr. 1831–Pandectes belges–V^o Fonction publ.) 	Restriction totale.	
<ul style="list-style-type: none"> - Les fonctions de juge et celles de tout le personnel qui assiste les membres de l'ordre judiciaire dans l'exercice de leurs attributions (agents de la police judiciaire, greffiers et employés du greffe, etc.) les gouverneurs de province, les commissaires 	Restriction totale.	

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Déroptions possibles
<p>d'arrondissement, les agents des commissions d'assistance publique et les titulaires de professions réglementées impliquant une responsabilité particulière en raison de l'intérêt public (Art. 6, alinéa 2 de la Constitution Belge du 7 févr. 1831).</p> <ul style="list-style-type: none">- Les fonctions de l'enseignement primaire (instituteurs) et gardien (lois des 19 mai 1914 MB 21 mai 1914 et 13 nov. 1919 – MB 15 nov. 1919).- Les fonctions de l'enseignement moyen (secondaire) artistique, professionnel et universitaire (Art. 6, alinéa 2 de la Constitution belge du 7 février 1831)	Restriction totale.	Les étrangers peuvent y être admis sous certaines conditions.

ARTICLE 14 (a)

Restrictions absolues concernant les activités réservées

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction
- L'exercice de la pêche dans les eaux territoriales et intérieures est réservé aux bâtiments de pêche belges. (Loi du 19 août 1891, relative à la pêche maritime dans les eaux territoriales: MB. 29 août 1891).	Restriction totale.
- Les agents de change et agents de change correspondants (Art. 71 du titre V, livre Ier du Code de Commerce)	id.
- Porteurs de dépêches, stagiaires-arbitragistes, liquidateurs et délégués (règlement des Bourses)	Les Luxembourgeois peuvent exercer ces fonctions.
- Géomètre - expert immobilier (Art. 14 de l'Arrêté royal du 18 mai 1936)	Restriction totale.
- Vente de souvenirs, etc. dans les aérogares de la Régie des Voies aériennes (Cahier spécial des charges de la Régie des Voies aériennes relatif à l'activité en question)	Réservée aux nationaux luxembourgeois assimilés aux nationaux.
- Exploitation des emplacements pour taxis sur les aérodromes de la Régie des Voies aériennes (Cahier spécial des charges de la Régie des Voies aériennes relatif à l'activité en question)	id.
- Concessionnaire des buffets des paquebots de l'Etat (Cahier spécial des charges)	Réservé aux nationaux.

ARTICLE 14 (b)

14

Restrictions avec dérogation possible concernant les activités réservées

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Dérogations possibles
- L'exécution des travaux offerts par l'Etat ou financés ou subsidiés par lui doit être, en principe, confiée à des entrepreneurs de nationalité belge (Art. 1er de l'Arrêté -loi du 3 février 1947; MB du 12 février 1947).		Possibilité de dérogations.
- Le commerce ambulante (Arrêté royal du 28 novembre 1939 - MB du 8 décembre 1939).		Possibilité de dérogations.
- Personnel navigant sur les navires de la marine marchande belge et personnel destiné à effectuer du travail à bord pendant la durée de la présence de ces navires dans les ports belges (Loi du 25 février 1964 organisant un Pool des marins de la marine marchande et Arrêté royal du 9 avril 1965 relatif au Pool des marins).	Recrutement limité aux personnes inscrites au Pool. Priorité des candidats belges pour inscription au Pool.	Sous réserve des conventions internationales.
- Exploitation de buvettes, restaurants, etc. dans les aéroports de la régie des voies aériennes (Cahier Général des Charges modifié).		Sont actuellement admises à soumissionner les personnes de nationalité belge, luxembourgeoise ou néerlandaise, ainsi que les ressortissants des Etats Parties à la Convention européenne d'établissement.

28

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Déroptions possibles
- Exercice de la profession d'architecte (Loi du 20 février 1939).		Les étrangers peuvent exercer l'architecture en Belgique pour autant que la réciprocité soit admise par leur pays d'origine. Les conditions de réciprocité doivent être réglées par des Conventions diplomatiques.
- Emploi des travailleurs étrangers (Arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère).		L'emploi de travailleurs français, allemands, italiens, luxembourgeois et néerlandais n'est pas soumis à cette autorisation, conformément au Règlement (C.E.E.) n° 1612/68 du Conseil des Communautés européennes.
- Exercice, par les étrangers, des activités professionnelles indépendantes (Loi du 19 février 1965).	Autorisation préalable (carte professionnelle).	La carte professionnelle n'est plus requise des ressortissants luxembourgeois et néerlandais, ni des ressortissants allemands, français et italiens bénéficiaires des directives arrêtées par le Conseil de la C.E.E. en matière d'établissement et de prestations de services.
- Réviseur d'entreprises (Loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises).	Réservé aux nationaux.	Le Roi peut, par dérogation, autoriser individuellement des étrangers à poser leur candidature comme stagiaires.

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Dérogrations possibles
- Exploitant d'entreprise de transports aériens réguliers (Loi du 6 avril 1949).	Concession exclusive à la SABENA	Ces dispositions ne font pas obstacle à l'exploitation des services aériens par des entreprises étrangères désignées par leur gouvernement, conformément aux accords particuliers et n'interdisent pas à des entreprises étrangères d'effectuer des vols internationaux non réguliers à destination ou en provenance du territoire belge (art. 5 de la Convention de Chicago).
- Exploitant d'entreprise de transports aériens irréguliers et taxis aériens ou de travail aérien (Art. 97 de l'Arrêté royal du 15 mars 1954 sur la navigation aérienne), modifié par l'Arrêté Royal du 12 mars 1965.	Réservé aux nationaux.	
- Avocat (Loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, M.B. 31.10.67 - Arrêté royal du 24 août 1970, M.B. 8.9.70).	Réservé aux nationaux.	Dérogrations possibles sous certaines conditions.
Médecin	Le diplôme légal belge est requis.	Le droit d'exercer la profession de médecin peut être étendu aux étrangers dont le diplôme a été reconnu équivalent au diplôme belge:
- Art. 2 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales (M.B. 14.11.67).		
- Loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers (M.B. 12.6.71) et arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant la procédure d'octroi de l'équivalence des	L'équivalence du diplôme étranger est accordée par les Ministres de l'Education nationale sur avis motivé de la	

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Dérégations possibles
diplômes et certificats d'études étrangers (M.B. 5.8.71).	Commission interuniversitaire d'équivalence. Toutefois, l'équivalence accordée à un médecin étranger ne lui donne pas le droit d'exercer sa profession en Belgique.	a) par des traités ou des conventions internationales dans le cadre d'un régime de réciprocité; b) par le Roi, pour des motifs scientifiques ou humanitaires, sur avis des Académies de médecine.
<p>Pharmacien</p> <p>- Art. 4 de l'arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales (M.B. 14.11.67).</p>	Le diplôme légal belge est requis.	Le droit d'exercer la profession de pharmacien peut être étendu aux étrangers dont le diplôme a été reconnu équivalent au diplôme belge:
<p>- Loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers (M.B. 12.6.71) et arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers (M.B. 5.8.71).</p>	L'équivalence du diplôme étranger est accordée par les Ministres de l'Education nationale sur avis motivé de la Commission interuniversitaire d'équivalence. Toutefois, l'équivalence accordée à un pharmacien étranger ne lui donne pas le droit d'exercer sa profession en Belgique.	a) par des traités ou des conventions internationales dans le cadre d'un régime de réciprocité; b) par le Roi, pour des motifs scientifiques ou humanitaires, sur avis des Académies de médecine.

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Dérogations possibles
Dentiste		
<ul style="list-style-type: none"> - Art. 3 de l'Arrêté royal n° 78 du 10 novembre 1967 relatif à l'art de guérir, à l'exercice des professions qui s'y rattachent et aux commissions médicales (M.B. 14/11/67). 	Le diplôme légal belge est requis.	
<ul style="list-style-type: none"> - Loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers (M.B. 12.6.71) et arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers (M.B. 5.8.71). 	L'équivalence du diplôme étranger est accordée par les Ministres de l'Education nationale sur avis motivé de la Commission interuniversitaire d'équivalence. Toutefois, l'équivalence accordée à un dentiste étranger ne lui donne pas le droit d'exercer sa profession en Belgique.	<p>Le droit d'exercer la profession de dentiste peut être étendu aux étrangers dont le diplôme a été reconnu équivalent au diplôme belge:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) par des traités ou des conventions internationales dans le cadre d'un régime de réciprocité; b) par le Roi, pour des motifs scientifiques ou humanitaires, sur avis des Académies de médecine.
Vétérinaire		
<ul style="list-style-type: none"> - Art. 26 de la Loi du 4 avril 1890 relative à l'exercice de la médecine vétérinaire (M.B. 16.4.1890). 	Le diplôme légal belge est requis.	
<ul style="list-style-type: none"> - Loi du 19 mars 1971 relative à l'équivalence des diplômes et certificats d'études étrangers (M.B. 12.6.71) et arrêté royal du 20 juillet 1971 déterminant la procédure d'octroi de l'équivalence des 	L'équivalence du diplôme étranger est accordée par les Ministres de l'Education nationale sur avis motivé de la Commission interuniversitaire	Le droit d'exercer la profession de vétérinaire peut être étendu aux étrangers dont le diplôme a été reconnu équivalent au diplôme belge:

Catégorie de professions et référence aux textes législatifs	Portée de la restriction	Déroptions possibles
diplômes et certificats d'études étrangers (M.B. 5.8.71).	d'équivalence. Toutefois, l'équivalence accordée à un vétérinaire étranger ne lui donne pas le droit d'exercer sa profession en Belgique.	a) par des traités ou des conventions internationales dans le cadre d'un régime de réciprocité; b) par le Roi, pour des motifs scientifiques ou humanitaires, sur avis des Académies de médecine.
Personnel navigant, et ouvriers spécialisés à la Sabena (Loi du 6 avril 1949, art. 18, dernier alinéa).	Priorité doit être donnée aux Belges qui souscrivent un engagement de rester dans leurs fonctions, à la disposition de l'Etat en cas de mobilisation de l'Armée.	
Concession du droit de location d'autos sans chauffeur à l'aéroport de Bruxelles - National (Cahier des charges de la Régie des Voies aériennes).	Ne sont admises à soumissionner que les personnes de nationalité belge, luxembourgeoise ou néerlandaise, ainsi que les sociétés dont la majeure partie du capital est d'origine belge.	
Capitaine et patron-pêcheur d'un navire battant pavillon belge (Arrêté royal du 17 mars 1958 portant exécution de la Loi du 25 août 1920 sur la sécurité des navires - Loi du 2 avril 1965 relative à la nationalité des navires de mer et à l'immatriculation des navires de mer et des bateaux d'intérieur).	Nationalité belge exigée.	Possibilité de dérogation dans des cas particuliers si les besoins du commerce ou de la navigation le justifient."

BELGIË

"ARTICLE 6

Categories of property reserved to nationals

Category of rights and relevant legislation	Nature of restriction	Exceptions
<p>- Acquisition of the Belgian flag on shipping - Law of 20 September 1903 on certificates of registration, repealed and replaced by the Law of 13 April 1965 on certificates of registration - Law of 2 April 1965 concerning the nationality of seagoing vessels and the registration of seagoing vessels and inland water craft - Royal Order of 15 March 1966 concerning flag certificates and the equipment of pleasure craft.</p>	<p>More than half the vessel must be owned by: (1) Belgian nationals domiciled and habitually resident in Belgium; (2) commercial companies having their head office in Belgium.</p>	<p>An exception may be made in favour of aliens if their actual and habitual residence has been in Belgium for at least one year.</p>
<p>- Acquisition of shipping (Royal Order of 14 October 1937 on the maintenance and development of the national capital equipment in shipping, as amended by the Royal Order of 10 May 1940 concerning the purchase and sale of vessels and their chartering).</p>	<p>The following are prohibited: (1) any conveyance to aliens whether voluntary or under duress, whether for a consideration or gratuitously, of vessels, fishing boats or other vessels owned by Belgian nationals. (2) chartering by aliens or any other transfer of use to aliens of vessels or boats as defined in paragraph (1).</p>	<p>An exception may be obtained by authorisation of the Ministry in charge of the Administration of the Navy.</p>

ARTICLE 13

Restrictions on the exercise of public functions and activities connected with national security and defence

Category of activities and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<ul style="list-style-type: none"> - Civil and military occupations (Art. 6, para. 2 of the Belgian constitution of 7 February 1831) 		<p>Exceptions may be made by law in individual cases.</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Civil service (Royal Order of 2 October 1937, concerning the status of civil servants, and the Regent's Orders of 30 April 1947 and 10 April 1948, on the status of temporary staff) MB. 8 October 1937 MB. 15 May 1947 MB. 19-20 April 1948 	<p>Reserved exclusively for nationals.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Local government officials: persons acting as assistants to civil servants and staff of semi-public bodies (Art. 6, para. 2 of the Belgian Constitution of 7 February 1831 – Belgian Pactets, Section V: Civil Service). 	<p>Reserved exclusively for nationals.</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Judges and all persons assisting the judiciary in the exercise of their duties (police officials, Court clerks and employees), provincial governors, district commissioners, staff of public assistance commissions and persons in statutory occupations entailing special public responsibilities (Art. 6, para. 2 of the Belgian Constitution of 7 February 1831). 	<p>Reserved exclusively for nationals.</p>	

Category of activities and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
- Primary school teachers and supervisors (Laws of 19 May 1914 – MB. 21 May 1914 and 13 November 1919 – MB. 15 November 1919).	Reserved exclusively for nationals.	
- Teachers in secondary schools, art schools, technical colleges and universities (Art. 6, para. 2 of the Belgian Constitution of 7 February 1831).		Foreigners may be admitted subject to certain conditions.

ARTICLE 14 (a)

Categories of occupations reserved exclusively for nationals

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction
- Fishing in territorial and inland waters is reserved for Belgian vessels (Law of 19 August 1891 on seafishing in territorial waters; MB. 29 August 1891).	Reserved exclusively for nationals.
- Stockbrokers (Art. 71 of Section V, Vol. I of the Commercial Code).	-ditto-
- Official messengers, apprentice arbitrators, liquidators and delegates (Stock Exchange Regulations).	Luxembourg nationals may also exercise these occupations.
- Surveyor - valuator of property (Art. 14 of the Royal Order of 18 May 1936).	Reserved exclusively for nationals.
- Sale of souvenirs, etc. at airports of the State airlines. (Special articles and conditions of the State airlines concerning the occupation in question).	Reserved for nationals. Luxembourg nationals assimilated to nationals.
- Concessionaire of taxi-ranks at airports of the State airlines (special articles and conditions of the State airlines concerning the occupation in question).	-ditto-
- Concessionaire of State liner buffets (special articles and conditions).	Reserved for nationals.

ARTICLE 14 (b)

Categories of occupations for which restrictions may be waived

14

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<ul style="list-style-type: none"> - The execution of government works contracts or of works financed or subsidised by the government is, in general, reserved for contractors of Belgian nationality (Art. I of Decree of 3 February 1947; MB. 12 February 1947). 		May be waived.
<ul style="list-style-type: none"> - Itinerant trades (Royal Order of 28 November 1939; MB. of 8 December 1939). 		May be waived.
<ul style="list-style-type: none"> - Personnel sailing on vessels of the Belgian merchant marine and personnel working aboard such vessels while in Belgian ports (Law of 25 February 1964 organising a Pool of seamen of the merchant marine and Royal Order of 9 April 1965 on the Pool of seamen). 	Recruitment restricted to persons registered with the Pool. Priority for Belgian applicants for registration with the Pool.	Subject to international Conventions.
<ul style="list-style-type: none"> - Keeping of refreshment-bars, restaurants, etc. at airports of State airlines. (General articles and conditions, as amended). 		Belgian, Luxembourg and Netherlands nationals as well as nationals of State Parties to the European Convention on Establishment are at present authorised to tender.

38

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
- Architects (Law of 20 February 1939).		Foreign architects may exercise their profession in Belgium provided that reciprocal measures are adopted in their country of origin. The conditions of reciprocity must be laid down in diplomatic agreements.
- Employment of foreign workers (Royal Order No. 34 of 20 July 1967 concerning the employment of workers of foreign nationality).		Authorisation is not required for employing French, German, Italian, Luxembourg and Netherlands workers in conformity with Regulation (EEC) N° 1612/68 of the Council of the European Communities.
+ Exercise by aliens of independent professional occupations (Law of 19 February 1965).	Prior authorisation required (labour permit).	The professional permit is no longer required for Luxembourg and Netherlands nationals nor for German, French and Italian nationals coming within the scope of the directives established by the Council of the EEC with regard to establishment and services.
- Chartered accountant to firms (Law of 22 July 1953 setting up an Institute of Chartered Accountants).	Reserved for nationals.	The King may, by waiving this Law, authorise individual foreigners to apply as apprentice accountants.

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
- Operator of scheduled air transport services (Law of 6 April 1949).	Exclusive concession to SABENA.	These provisions do not prevent the operation of air services by foreign companies designated by their Governments in conformity with special agreements, nor do they prohibit foreign companies from carrying out international charter flights to or from Belgian territory (Article 5 of the Chicago Convention).
- Proprietor of non-scheduled airlines operating air-taxi services and carrying out other aerial work (Article 97 of the Royal Order of 15 March 1954 on aerial navigation, as amended by the Royal Order of 12 March 1965).	Reserved for nationals.	
- Advocate (Law of 10 October 1967 containing the Judicial Code, MB. 31/10/67 - Royal Order of 24 August 1970, M.B. 8/9/70).	Reserved for nationals.	May be waived under certain conditions.
- Doctors.		
- Article 2 of Royal Order No. 78 of 10 November 1967 concerning the medical profession, the practice of professions connected with it and medical commissions (MB. 14/11/67).	The legal Belgian diploma is required.	
- Law of 19 March 1971 concerning the equivalence of foreign diplomas and study certificates. (MB. 12/6/71) and Royal Order of 20 July 1971 giving the procedure for obtaining the equivalence of foreign diplomas and study certificates (MB. 5/8/71).	The equivalence of the foreign diploma is awarded by the Ministers of National Education on motivated opinion of the Inter-University Commission of Equivalence however the equivalence awarded to a	The right to exercise the profession of doctor may be extended to foreigners whose diploma has been recognised equivalent to the Belgian diploma

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
	foreign doctor does not give him the right to exercise his profession in Belgium.	(a) by treaties or international Conventions within the framework of reciprocity; (b) by the King, for scientific or humanitarian reasons, or opinion of the academies of medicine.
- Pharmacists.	Reserved for nationals.	May be waived under certain conditions.
- Article 4 of Royal Order No. 78 of 10 November 1967 concerning the medical profession, the practice of professions connected with it and medical commissions (MB. 14/11/67).	The legal Belgian diploma is required.	
- Law of 19 March 1971 concerning the equivalence of foreign diplomas and study certificates (MB. 12/6/71) and Royal Order of 20 July 1971 giving the procedure for obtaining the equivalence of foreign diplomas and study certificates (MB. 5/8/71).	The equivalence of the foreign diploma is awarded by the Ministers of National Education on motivated opinion of the Inter-University Commission of Equivalence. However, the equivalence awarded to a foreign pharmacist does not give him the right to exercise his profession in Belgium.	The right to exercise the profession of pharmacist may be extended to foreigners whose diploma has been recognised equivalent to the Belgian diploma (a) by treaties or international Conventions within the framework of reciprocity; (b) by the King, for scientific or humanitarian reasons, or opinion of the academies of medicine.

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<p>- Dentists</p> <p>- Art. 3 of the Royal Order No. 78 of 10 November 1967 concerning the medical profession, the practice of professions connected with it and medical commissions (MB. 14/11/67).</p>	<p>The legal Belgian diploma is required.</p>	<p>The right to exercise the profession of dentist may be extended to foreigners whose diploma has been recognised equivalent to the Belgian diploma</p>
<p>- Law of 19 March 1971 concerning the equivalence of foreign diplomas and study certificates. (MB. 12/6/71) and Royal Order of 20 July 1971 giving the procedure for obtaining the equivalence of foreign diplomas and study certificates (MB. 5/8/71).</p>	<p>The equivalence of the foreign diploma is awarded by the Ministers of National Education on motivated opinion of the Inter-University Commission of Equivalence however the equivalence awarded to a foreign dentist does not give him the right to exercise his profession in Belgium.</p>	<p>(a) by treaties or international Conventions within the framework of reciprocity; (b) by the King, for scientific or humanitarian reasons, or opinion of the academies of medicine.</p>
<p>- Veterinary surgeon</p> <p>- Article 26 of the Law of 4 April 1890 concerning the practice of veterinary medicine. (MB. 16/4/1890).</p>	<p>The legal Belgian diploma is required.</p>	

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<p>- Law of 19 March 1971 concerning the equivalence of foreign diplomas and study certificates (MB. 12/6/71) and Royal Order of 20 July 1971 giving the procedure for obtaining the equivalence of foreign diplomas and study certificates (MB. 5/8/71).</p>	<p>The equivalence of the foreign diploma is awarded by the Ministers of National Education on motivated opinion of the Inter-University Commission of Equivalence however the equivalence awarded to a foreign veterinary surgeon does not give him the right to exercise his profession in Belgium.</p>	<p>The right to exercise the profession of veterinary surgeon may be extended to foreigners whose diploma has been recognised equivalent to the Belgian diploma</p> <p>(a) by treaties or international Conventions within the framework of reciprocity;</p> <p>(b) by the King, for scientific or humanitarian reasons, or opinion of the academies of medicine.</p>
<p>Navigation staff and skilled tradesmen with SABENA (Law of 6 April 1949), Article 18, final paragraph).</p>	<p>Belgian nationals who undertake to remain at their post at the disposal of the State in the event of mobilisation of the Army must be given priority.</p>	
<p>Concessionaire for hire of cars without driver at the Brussels national airport (Articles and conditions of the State airlines).</p>	<p>Persons of Belgian, Luxembourg or Netherlands nationality and companies the major part of whose capital is Belgian in origin are permitted to tender,</p>	

Category of occupations and relevant legislation	Nature of restriction	Possible exceptions
<p>Masters and owner-skipper of vessels wearing the Belgian flag (Royal Order of 17 March 1958 for the enforcement of the Law of 25 August 1920 concerning safety on vessels - Law of 2 April 1965 concerning the nationality of seagoing vessels and the registration of seagoing vessels and inland water craft).</p>	<p>Belgian nationality required.</p>	<p>May be waived in individual cases where justified by the requirements of trade or navigation."</p>

G. INWERKINGTREDING

Zie *Trb.* 1970, 56 en *Trb.* 1972, 27.

J. GEGEVENS

Zie *Trb.* 1957, 20, *Trb.* 1970, 56 en *Trb.* 1972, 27.

Voor het op 5 mei 1949 te Londen tot stand gekomen Statuut van de Raad van Europa zie ook *Trb.* 1972, 170.

Uitgegeven de zesde februari 1973.

De Minister van Buitenlandse Zaken,
W. K. N. SCHMELZER.
